Art. 4. Sans préjudice de l'article 3, les fonctionnaires visés à l'article 19, § 1er, de la loi du 9 février 1994 relative à la sécurité des produits et des services sont compétents pour la recherche des infractions aux dispositions du présent arrêté.

Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur six mois après sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 6. Le ministre qui a les Consommateurs dans ses attributions et le ministre qui a la Santé publique dans ses attributions, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 30 juillet 2013.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de l'Economie et des Consommateurs,
J. VANDE LANOTTE

La Ministre de la Santé publique,
Mme L. ONKELINX

Art. 4. Onverminderd artikel 3 zijn de ambtenaren bedoeld in artikel 19, § 1, van de wet van 9 februari 1994 betreffende de veiligheid van producten en diensten bevoegd voor de opsporing van de overtredingen op de bepalingen van dit besluit.

Art. 5. Dit besluit treedt in werking zes maanden nadat het in het *Belgisch Staatsblad* werd bekendgemaakt.

Art. 6. De minister bevoegd voor Consumenten en de minister bevoegd voor de Volksgezondheid zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, op 30 juli 2013.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Economie en Consumenten,
J. VANDE LANOTTE

De Minister van Volksgezondheid,
Mevr. L. ONKELINX

SERVICE PUBLIC FEDERAL SANTE PUBLIQUE, SECURITE DE LA CHAINE ALIMENTAIRE ET ENVIRONNEMENT

[C − 2013/24307]

30 JUILLET 2013. — Arrêté royal relatif à la disponibilité d'informations à l'attention des consommateurs concernant le débit d'absorption spécifique de téléphones mobiles et à la publicité pour les téléphones mobiles

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 9 février 1994 relative à la sécurité des produits et des services, en son article 4, § 1er, remplacé par la loi du 18 décembre 2002, article 4, § 3, remplacé par la loi du 4 avril 2001 et modifié par la loi du 18 décembre 2002, et l'article 19, § 1er, alinéa 1er;

Vu la loi du 21 décembre 1998 relative aux normes de produits ayant pour but la promotion de modes de production et de consommation durables et la protection de l'environnement, de la santé et des travailleurs, en son article 5, § 1er, alinéa 1er, 1°, 3° et 6°;

Vu la loi du 6 avril 2010 relative aux pratiques du marché et à la protection du consommateur, en son article 38;

Vu la communication à la Commission européenne du 11 janvier 2013, en application de l'article 8, paragraphe 1er, de la Directive 98/34/CE du Parlement européen et du Conseil du 22 juin 1998 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des normes et réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Indépendants et des P.M.E. donné le 17 octobre 2011;

Vu l'avis de la Commission de la Sécurité des Consommateurs donné le 24 octobre 2011;

Vu l'avis du Conseil fédéral du Développement durable donné le 26 octobre 2011;

Vu l'avis du Conseil supérieur de la Santé donné le 9 novembre 2011;

Vu l'avis du Conseil central de l'Economie donné le 16 novembre 2011;

Vu l'avis du Conseil de la Consommation donné le 15 décembre 2011;

Vu l'association des gouvernements régionaux à l'élaboration du présent arrêté;

Considérant la résolution de la Chambre des Représentants de Belgique du 26 mars 2009 visant à améliorer la disponibilité d'informations à l'attention des consommateurs lors de leurs achats de GSM et relative à la protection de la santé des citoyens contre les risques liés à la pollution électromagnétique, notamment en ce qui concerne les points 2, 3, 6 et 12;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 20 juillet 2011;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST VOLKSGEZONDHEID, VEILIGHEID VAN DE VOEDSELKETEN EN LEEFMILIEU

[C − 2013/24307]

30 JULI 2013. — Koninklijk besluit betreffende de beschikbaarheid van consumenteninformatie over het specifieke absorptietempo van mobiele telefoons en betreffende de reclame voor mobiele telefoons

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 9 februari 1994 betreffende de veiligheid van producten en diensten, artikel 4, § 1, vervangen bij de wet van 18 december 2002, artikel 4, § 3, vervangen bij de wet van 4 april 2001 en gewijzigd bij de wet van 18 december 2002, en artikel 19, § 1, eerste lid;

Gelet op de wet van 21 december 1998 betreffende de productnormen ter bevordering van duurzame productie- en consumptiepatronen en ter bescherming van het leefmilieu, de volksgezondheid en de werknemers, artikel 5, § 1, eerste lid, 1°, 3° en 6°;

Gelet op de wet van 6 april 2010 betreffende marktpraktijken en consumentenbescherming, artikel 38;

Gelet op de mededeling aan de Europese Commissie, op 11 januari 2013, met toepassing van artikel 8, lid 1, van Richtlijn 98/34/EG, van het Europees Parlement en de Raad van 22 juni 1998 betreffende een informatieprocedure op het gebied van normen en technische voorschriften en regels betreffende de diensten van de informatiemaatschappij;

Gelet op het advies van de Hoge Raad voor de Zelfstandigen en de K.M.O. gegeven op 17 oktober 2011;

Gelet op het advies van de Commissie voor de Veiligheid van de Consumenten gegeven op 24 oktober 2011;

Gelet op het advies van de Federale Raad voor Duurzame Ontwikkeling gegeven op 26 oktober 2011;

Gelet op het advies van de Hoge Gezondheidsraad gegeven op 9 november 2011;

Gelet op het advies van de Centrale Raad voor het Bedrijfsleven gegeven op 16 november 2011;

Gelet op het advies van de Raad voor het Verbruik gegeven op 15 december 2011;

Gelet op de betrokkenheid van de gewestregeringen bij het ontwerpen van dit besluit;

Overwegende de resolutie van de Belgische Kamer van Volksvertegenwoordigers van 26 maart 2009 betreffende een betere beschikbaarstelling van consumenteninformatie bij de aankoop van een gsm en betreffende de bescherming van de gezondheid van de burgers tegen de aan de elektromagnetische vervuiling verbonden risico's, in het bijzonder wat betreft punten 2, 3, 6 en 12;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 20 juli 2011;

Vu l'examen préalable du 12 avril 2012 de la nécessité de réaliser une évaluation d'incidence des décisions sur le développement durable, dont il ressort qu'une évaluation d'incidence n'est pas nécessaire;

Vu l'accord du Ministre du Budget, du 8 février 2013;

Vu l'avis 53.062/1 du Conseil d'Etat, donné le 16 avril 2013, en application de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Economie et des Consommateurs, de la Ministre de la Santé publique et de la Ministre des Classes moyennes, et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° « téléphone mobile » : tout téléphone mobile destiné à être utilisé dans des réseaux de télécommunications radio publics. Le terme de « téléphone mobile » ne s'applique pas aux téléphones mobiles utilisés dans des réseaux de télécommunications radio professionnels, ni aux téléphones portables qui n'utilisent pas les réseaux de télécommunications radio;

2° « norme harmonisée » : une spécification technique approuvée par un institut de normalisation agréé, à la demande de la Commission européenne et conformément aux procédures de la Directive 98/34/CE, dans le but de démontrer la conformité aux valeurs limites pour l'exposition du grand public aux ondes radio, et dont la référence a été publiée au Journal officiel de l'Union européenne;

3° « publicité » : la publicité mentionnée à l'article 2, 19° de la loi du 6 avril 2010 relative aux pratiques du marché et à la protection du consommateur;

4° « débit d'absorption spécifique (DAS, ou SAR en anglais) » : le débit avec lequel l'énergie des ondes radio est absorbée par unité de masse de tissu biologique, en moyenne sur l'ensemble du corps ou sur des parties du corps, comme défini dans la recommandation du Conseil de l'Union européenne du 12 juillet 1999 relative à la limitation de l'exposition du public aux champs électromagnétiques (de 0 Hz à 300 GHz);

5° « valeur DAS nominale » : le débit d'absorption spécifique (DAS, ou SAR en anglais) mesuré conformément aux normes européennes harmonisées et mentionné dans les rapports d'essais du fabricant, dans le mode d'emploi accompagnant le produit ou sur le site web du fabricant. Lorsque plusieurs variantes et/ou exécutions sont regroupées sous un même produit, les valeurs DAS à déclarer de ce produit sont basées sur la variante et/ou l'exécution dont la valeur DAS officielle est la plus élevée au sein de ce groupe.

Art. 2. § 1er. Dans les lieux de vente au consommateur, la valeur DAS nominale des téléphones mobiles est affichée, à proximité immédiate du téléphone mobile auquel elle se rapporte, sous d'autres spécifications techniques.

La valeur DAS nominale des téléphones mobiles est également affichée en cas de vente à distance, sur internet, lorsque d'autres spécifications techniques de l'appareil sont affichées. Dans ce cas, la valeur DAS fait partie de ces spécifications.

La valeur DAS nominale est affichée conformément aux prescriptions de l'article 4.

§ 2. Les fabricants, importateurs et distributeurs qui offrent des téléphones mobiles en vente sur le marché belge communiquent la valeur DAS nominale aux revendeurs de leurs produits pour l'affichage sur le lieu de vente conformément à paragraphe § 1er.

Art. 3. Toute publicité relative aux téléphones mobiles mentionne la valeur DAS nominale lorsque la publicité cite également d'autres caractéristiques techniques.

La valeur DAS nominale est affichée conformément aux prescriptions de l'article 4.

Si la publicité se rapporte exclusivement à la marque sans mentionner certains modèles de téléphones mobiles en particulier, aucune valeur DAS n'est à indiquer.

Gelet op het voorafgaand onderzoek van 12 april 2012 met betrekking tot de noodzaak om een effectbeoordeling inzake duurzame ontwikkeling uit te voeren, waarbij besloten is dat een effectbeoordeling niet vereist is;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister voor begroting, d.d. 8 februari 2013;

Gelet op advies 53.062/1 van de Raad van State, gegeven op 16 april 2013, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Economie en Consumenten, de Minister van Volksgezondheid en de Minister van Middenstand, en op het advies van de in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° « mobiele telefoon » : mobiele telefoon bestemd voor gebruik in openbare radiotelecommunicatienetwerken. Onder « mobiele telefoons » worden niet verstaan mobiele telefoons gebruikt in professionele radiotelecommunicatienetwerken, alsook draagbare telefoons die geen gebruik maken van radiotelecommunicatienetwerken;

2° « geharmoniseerde norm » : een door een erkende normalisatie-instelling, in opdracht van de Europese Commissie en in overeenstemming met de procedures van Richtlijn 98/34/EG goedgekeurde technische specificatie, met het doel om de conformiteit te kunnen aantonen met de grenswaarden voor de blootstelling van het algemeen publiek aan radiogolven, en waarvan de referentie in het Publicatieblad van de Europese Unie is gepubliceerd;

3° « reclame » : reclame bedoeld in artikel 2, 19° van de wet van 6 april 2010 betreffende marktpraktijken en consumentenbescherming;

4° « het specifieke absorptietempo (SAT, of SAR in het Engels) » : het tempo waaraan de energie van radiogolven per massaeenheid biologisch materiaal wordt geabsorbeerd, gemiddeld over het gehele lichaam of over lichaamsdelen, zoals gedefinieerd in de aanbeveling van de Raad van de Europese Unie van 12 juli 1999 betreffende de beperking van blootstelling van de bevolking aan elektromagnetische velden van 0 Hz - 300 GHz;

5° « nominale SAT-waarde » : het specifieke absorptietempo (SAT, of SAR in het Engels) gemeten overeenkomstig de geharmoniseerde Europese normen en vermeld in de testrapporten van de fabrikant, in de gebruiksaanwijzing bij het product of op de website van de fabrikant. Wanneer verscheidene varianten en/of uitvoeringen onder eenzelfde product zijn gegroepeerd, zijn de op te geven SAT-waarden van dat product gebaseerd op de variante en/of de uitvoering met de hoogste officiële SAT-waarde binnen die groep.

Art. 2. § 1. Op elke plaats van verkoop aan de consument wordt de nominale SAT-waarde van mobiele telefoons weergegeven in de onmiddellijke omgeving van een mobiele telefoon waarop deze betrekking heeft, bij de andere technische specificaties.

De nominale SAT-waarde van mobiele telefoons wordt ook weergegeven bij verkoop op afstand, via internet, als er ook andere technische specificaties van het toestel worden weergegeven. In dat geval wordt de SAT-waarde een onderdeel van deze specificaties.

De nominale SAT-waarde wordt weergegeven overeenkomstig de voorschriften van artikel 4.

§ 2. Fabrikanten, invoerders en verdelers die mobiele telefoons op de Belgische markt aanbieden, delen de nominale SAT-waarde mee aan de afnemers van hun producten voor de weergave op de verkoopplaats conform paragraaf § 1.

Art. 3. Alle reclame voor mobiele telefoons vermeldt de nominale SAT-waarde indien de reclame ook andere technische specificaties vermeldt.

De nominale SAT-waarde wordt weergegeven overeenkomstig de voorschriften van de artikel 4.

Indien de reclame alleen betrekking heeft op het merk zonder bepaalde modellen van mobiele telefoons in het bijzonder te vermelden, is de vermelding van de nominale SAT-waarde niet vereist.

Art. 4. La valeur DAS nominale est représentée de la manière suivante :

1° la valeur est exprimée en watt par kilogramme (W/kg) et précédée de la mention « DAS »;

2° la valeur est précisée jusqu'à une décimale, à l'exception des valeurs inférieures à 0,1 W/kg, pour lesquelles le premier chiffre différent de zéro est mentionné;

3° la valeur est accompagnée d'une mention de la catégorie (A, B, C, D, ou E) à laquelle le téléphone mobile appartient :

A : pour les valeurs DAS inférieures à 0,4 W/kg,

B : pour les valeurs DAS égales ou supérieures à 0,4 W/kg mais inférieures à 0,8 W/kg,

C : pour les valeurs DAS égales ou supérieures à 0,8 W/kg mais inférieures à 1,2 W/kg,

D : pour les valeurs DAS égales ou supérieures à 1,2 W/kg mais inférieures à 1,6 W/kg,

E : pour les valeurs DAS égales ou supérieures à 1,6 W/kg mais inférieures ou égales à 2 W/kg;

4° la valeur et la catégorie correspondante sont aisément lisibles et bien visibles. La taille des caractères est au moins égale à la plus grande utilisée pour présenter d'autres caractéristiques techniques du produit.

Art. 5. Dans les points de vente, y compris la vente à distance, sur internet, et dans la publicité décrite dans l'article 3, une explication des catégories A, B, C, D et E pour la valeur DAS nominale est donnée de manière visible et lisible, ainsi que la mention suivante :

« Pensez à votre sante – utilisez votre téléphone portable avec modération, privilégiez l'usage d'une oreillette et choisissez un appareil ayant une valeur DAS (SAR) faible ».

Art. 6. La publicité prônant l'utilisation de téléphones mobiles et adressée aux enfants de moins de sept ans, est interdite.

Art. 7. Les infractions aux dispositions des articles 2, 4 et 5 sont recherchées, poursuivies et sanctionnées conformément aux dispositions de la loi du 21 décembre 1998 relative aux normes de produits ayant pour but la promotion de modes de production et de consommation durables et la protection de l'environnement, de la santé et des travailleurs.

Art. 8. Les infractions aux dispositions des articles 3, 4, 5 et 6 sont recherchées, poursuivies et sanctionnées conformément aux dispositions de la loi du 6 avril 2010 relative aux pratiques du marché et à la protection du consommateur.

Art. 9. Sans préjudice des articles 7 et 8, les fonctionnaires visés à l'article 19, § 1er, de la loi du 9 février 1994 relative à la sécurité des produits et des services sont compétents pour la recherche des infractions aux dispositions du présent arrêté.

Art. 10. Le présent arrêté entre en vigueur six mois après sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 11. Le ministre qui a l'Economie dans ses attributions, le ministre qui a les Consommateurs dans ses attributions, le ministre qui a la Santé publique dans ses attributions et le ministre qui a les Classes moyennes dans ses attributions, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 30 juillet 2013.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de l'Economie et des Consommateurs,
J. VANDE LANOTTE

La Ministre de la Santé publique,
Mme L. ONKELINX

La Ministre des Classes moyennes,
Mme S. LARUELLE

Art. 4. De nominale SAT-waarde wordt weergegeven op volgende wijze :

1° de waarde wordt uitgedrukt in watt per kilogram (W/kg) en voorafgegaan van de vermelding « SAT »;

2° de waarde wordt tot op één decimaal vermeld, met uitzondering van waarden kleiner dan 0,1 W/kg, waarvoor het eerste van nul verschillend cijfer wordt vermeld;

3° de waarde wordt vergezeld van een vermelding van de categorie (A, B, C, D, of E) tot welke de mobiele telefoon behoort :

A : voor de SAT-waarde kleiner dan 0,4 W/kg,

B : voor de SAT-waarde gelijk aan of groter dan 0,4 W/kg, maar kleiner dan 0,8 W/kg,

C : voor de SAT-waarde gelijk aan of groter dan 0,8 W/kg, maar kleiner dan 1,2 W/kg,

D : voor de SAT-waarde gelijk aan of groter dan 1,2 W/kg, maar kleiner dan 1,6 W/kg,

E : voor de SAT-waarde gelijk of groter dan 1,6 W/kg, maar kleiner dan of gelijk aan 2 W/kg;

4° de waarde en de overeenkomende categorie zijn gemakkelijk leesbaar en goed zichtbaar. De lettergrootte is niet kleiner dan de grootste lettergrootte gebruikt voor de presentatie van de andere technische specificaties van het product.

Art. 5. Op de plaats van verkoop, inclusief verkoop op afstand, via Internet, en in de onder artikel 3 omschreven reclame, wordt op zichtbare en leesbare wijze een verklaring gegeven voor de categorieën A, B, C, D en E voor de nominale SAT-waarde, samen met de volgende mededeling :

« Denk aan uw gezondheid – gebruik uw mobiele telefoon met mate, bel met een oortje en kies voor een toestel met een lagere SAT-waarde (SAR-waarde) ».

Art. 6. De reclame die het gebruik van mobiele telefoons aanprijst gericht aan kinderen jonger dan zeven jaar, is verboden.

Art. 7. De overtredingen op de bepalingen van artikelen 2, 4 en 5 worden opgespoord, vervolgd en bestraft overeenkomstig de bepalingen van de wet van 21 december 1998 betreffende de productnormen ter bevordering van duurzame productie- en consumptiepatronen en ter bescherming van het leefmilieu, de volksgezondheid en de werknemers.

Art. 8. De overtredingen op de bepalingen van artikelen 3, 4, 5 en 6 worden opgespoord, vervolgd en bestraft overeenkomstig de bepalingen van de wet van 6 april 2010 betreffende marktpraktijken en consumentenbescherming.

Art. 9. Onverminderd artikelen 7 en 8 zijn de ambtenaren bedoeld in artikel 19, § 1, van de wet van 9 februari 1994 betreffende de veiligheid van producten en diensten bevoegd voor de opsporing van de overtredingen op de bepalingen van dit besluit.

Art. 10. Dit besluit treedt in werking zes maanden nadat het in het *Belgisch Staatsblad* werd bekendgemaakt.

Art. 11. De minister bevoegd voor Economie, de minister bevoegd voor Consumenten, de minister bevoegd voor de Volksgezondheid en de minister bevoegd voor de Middenstand, zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, op 30 juli 2013.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Economie en Consumenten,
J. VANDE LANOTTE

De Minister van Volksgezondheid,
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Middenstand,
Mevr. S. LARUELLE